



LES TRAVAILLEURS NE PAIERONT PAS LA CRISE DU COVID-19

LETTRE OUVERTE A LA RESISTANCE POLITIQUE ET SOCIALE AU MACRONISME A L'OCCASION DU PREMIER MAI

Le mot qui caractérise la politique française depuis l'apparition du coronavirus sur notre territoire est le mot « scandale » : scandale sanitaire au sujet du manque de masques, de tests, au sujet des EPHAD sacrifiés et des lits d'hôpitaux supprimés, scandale économique et social avec des familles et des enfants qui ont faim et une incapacité gouvernementale à organiser un confinement supportable, à protéger les travailleurs obligés de travailler pour soigner ou alimenter les populations, scandale international face à la paralysie de l'Union Européenne pour endiguer cette pandémie. Quand il s'agit de faire autre chose que de ponctionner les travailleurs, les vautours se cachent. Mais le peuple en colère résiste et un esprit de défiance et de révolte souffle sur le pays ! Préparons le déconfinement en mettant en avant nos propositions !

Nous refusons que nos vies valent moins que leurs profits. Nous refusons que les parents en autorisation spéciale d'absence soient basculés en chômage partiel avec une perte de 16 % de leurs salaires ! Nous refusons que les travailleurs en chômage partiel soient payés à 84% de leurs revenus. De l'argent, il y en a dans ce pays ! 100 milliards ont été trouvés pour les

patrons contre un milliard pour les travailleurs les plus précaires, les plus miséreux ! Rappelons que l'année dernière plus de 60 milliards d'euros ont été versés aux grands groupes du CAC 40, que plus de 80 milliards d'euros nous échappent via l'évasion fiscale, que le coût cumulé du CICE donné au patronat ces dernières années est d'environ 100 milliards d'euros en 2020, que la charge de la dette est de 38 milliards d'euros !!! Sans parler de la suppression de l'ISF qui plombe les comptes de l'Etat ! Pendant ce temps, la scandaleuse petite prime aux soignants (alors qu'ils réclament des augmentations de salaire mensuel !) ne coûterait à l'Etat que 1,3 milliards d'euros ! Cherchez l'erreur !

Quand la Chine est capable de construire en 2 semaines un hôpital de campagne de 10 000 lits, le responsable de l'ARS de Nancy maintient contre vents et marées la fermeture de plusieurs centaines de lits d'hôpital. Le scandale fut tel que le responsable fut limogé mais nul doute que ses amis politiques sauront lui trouver un parachute doré ! Voilà résumé tout le cynisme de la macronie. N'oublions pas que 4 200 lits d'hospitalisation complète ont été supprimés en 2018 et plusieurs dizaines de milliers depuis le début des

années 2 000 par les gouvernements successifs de droite et du PS mâtiné de Verts. Les soignants luttèrent depuis des mois pour dénoncer l'asphyxie de l'Hôpital... mais ils recevaient alors gaz lacrymo et coups de matraques.

Le confinement n'a pas étouffé la colère populaire, elle doit s'exprimer après le 11 mai pour éviter que Macron nous fasse payer les conséquences de son incurie.

Que l'on vive dans une grande maison ou devant s'entasser à 5 voire plus dans un appart de 50 m² voire moins, tout le monde n'a pas vécu le confinement de la même façon, et pour beaucoup le confinement a été un miroir grossissant sur les difficultés du quotidien, entre mal logement et difficulté à remplir le caddie. Trop de



salariés ont été contraints de travailler la peur au ventre alors qu'ils bossaient en n'étant pas suffisamment protégés, et parfois même dans des secteurs non-essentiels. Quant aux pleins pouvoirs de contrôle donnés à la police, ils ont permis des violences policières inadmissibles qui expliquent l'explosion de la colère dans les quartiers populaires.

La séquence politique d'avant le coronavirus, marquée par la lutte pour les retraites et, avant encore, la lutte sociale des Gilets Jaunes, s'était accompagné d'une accélération du tout-répressif, processus sur fond de fascisation de l'appareil d'Etat dans un contexte de plus en plus répressif de la bourgeoisie qui a de plus en plus de difficultés à continuer à régner avec les méthodes anciennes. Aujourd'hui, ils nous préparent un déconfinement de choc : semaine de 60 heures, journée de 10 heures, le grand retour en arrière aggravant la destruction largement entamée des conquêtes sociales et démocratiques du Conseil National de la Résistance (CNR), des grèves générales de 36 et de 68. Soi-disant de manière « dérogatoire » et « temporaire » mais c'est une manière insidieuse d'accoutumer les esprits au fait qu'ils veulent nous faire payer la crise, nous faire rembourser les milliards sortis précipitamment par l'Etat comme prix de son imprévoyance, comme prix des austérités libérales des années et décennies passées !

La colère se déconfinera à hauteur du cynisme capitaliste avec laquelle cette crise a été gérée. Contre Macron et son « monde ». Contre l'Union Européenne aussi dont la faillite est manifeste. En Italie, ce sont les cubains, les vénézuéliens, les chinois, les russes, qui sont venus au secours de cette population victime d'une véritable hécatombe avec plus de 25 000 morts à ce jour. La solidarité internationaliste des chinois et des cubains dans différents pays touchés par le virus (les médecins cubains sont aussi en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane !) restera gravé dans nos mémoires. Quand on pense que Cuba est toujours sous embargo états-unien ! Les Etats-Unis auraient même besoin de l'aide cubaine pour faire face à la pandémie qui fauche des vies par milliers, notamment dans les quartiers pauvres, surtout les travailleurs noirs et hispaniques.

Au moment du déconfinement, la colère du peuple sortira de son carcan et **l'unité des organisations et la massification combative du front de résistance antilibéral antifasciste anti impérialiste antiraciste antiguerre écologique et euro critique** seront une nécessité pour soutenir cette révolte contre les dirigeants qui nous ont mis un pied dans la tombe ! Il est hors de question que les travailleurs payent cette crise qui a été amplifiée par des années de gavage des actionnaires du CAC 40 et du MEDEF par tous les gouvernements, du parti socialiste aux républicains !

Notre camp doit dès maintenant se retrouver autour d'un certain nombre de revendications qui serviront à marquer la résistance contre la politique moyenâgeuse qu'on tend à nous imposer ! Face à l'incurie de ce gouvernement et de ses donneurs d'ordre de l'UE, nous devons reprendre en main les outils de notre souveraineté et de notre dignité. La seule et unique façon d'éviter que les masses dans leur colère soient trompées et menées à l'abattoir patronal, y compris fasciste, c'est de synthétiser les revendications qui prennent en compte les intérêts immédiats des classes et couches sociales victimes des attaques patronales, de l'austérité libérale et de la paupérisation pour contribuer et participer aux luttes et révoltes populaires et frayer ainsi la voie à l'alternative antilibérale puis anticapitaliste :

1. Nationalisation, sous contrôle des usagers et des salariés, des industries pharmaceutiques et des laboratoires de recherche,
2. Nationalisation des EPHAD,
3. Plan d'urgence pour le système de santé,
4. Relocalisation des activités productives en France
5. Réduction du temps de travail à 32h hebdomadaires avec embauches compensatrices
6. Réquisition des dividendes 2020 des entreprises du CAC40/MEDEF pour les affecter aux TPE, aux salaires, pensions, et prestations sociales ;
7. Plan d'urgence pour l'habitat (réhabilitations et constructions neuves et écologiques) ;
8. Moratoire sur les loyers impayés et interdiction des expulsions locatives ;
9. Régularisation des travailleurs de l'ombre, les sans-papiers ;
10. Droit de vote aux immigrés contre la propagande raciste des fascistes ;
11. Rétablissement et hausse conséquente de l'ISF ;
12. Récupération des 80 milliards par an d'évasion fiscale et remboursement du CICE ;
13. Référendum d'initiative populaire (RIP) sur les diktats de l'UE sur les Etats membres ;
14. Souveraineté nationale et populaire retrouvée par une sortie de l'Union Européenne et de l'OTAN.
15. Commissions d'enquête parlementaire (Assemblée Nationale et Sénat) sur la gestion de la pandémie, avec auditions publiques retransmises.

Pas de justice, pas de paix ! N'accordons aucun répit à Emmanuel Macron !

